

Une mise au point sur l'appel dit de « Politis »

samedi 24 mai 2008, par [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 22 mai 2008).

Nous avons publié sur le site d'ESSF un appel, lancé à l'initiative de l'hebdomadaire *Politis*, intitulé « L'alternative à gauche, organisons-là ». Raoul Marc Jennar explique ci-dessous pourquoi il retire sa signature de cet appel.

Pour voir l'appel, cliquez ici : [L'alternative à gauche, organisons-la !](#)

A Denis Sieffert et Thierry Brun (rédaction de *Politis*).

Phnom Penh, 22 mai 2008

Cher Denis, Cher Thierry,

Je suis plongé dans le plus grand embarras. Thierry m'a adressé un message me demandant de répondre très rapidement si j'acceptais de signer l'appel dont *Politis* allait se faire le promoteur.

De bonne foi, j'ai cru qu'il s'agissait d'un appel réunissant toutes les composantes du « non » de gauche au TCE.

De bonne foi, je n'ai pas interprété cet appel comme un coup politique contre le projet de la LCR de se dissoudre pour créer un nouveau sujet politique. Vous savez que j'ai adopté une position d'ouverture et de dialogue à propos du projet NPA qui s'est traduite notamment par un échange avec Daniel Bensaïd dont énormément de gens s'accordent à reconnaître l'intérêt.

Or, force m'est de constater que parmi les signataires qui invitent à signer se trouvent au moins un partisan du TCE et d'autres (Gayssot, Vieu,) qui ont, pour dire le moins, fait des choix qu'en aucun cas je partage. Ce qui crée une confusion inacceptable à mes yeux.

Le message d'un signataire doit être clair et ne peut brouiller les cartes. Pour moi, le choix européen et la clarté sur les engagements vraiment à gauche sont déterminants.

L'attitude à l'égard du TCE comme du traité de Lisbonne représente à mes yeux une ligne de partage irréfragable. Il n'y a pas de synthèse possible entre les partisans et les adversaires de la libre circulation des capitaux, entre ceux qui défendent les services publics et ceux qui les démantèlent, entre ceux qui détruisent le droit du travail et ceux qui veulent le protéger et l'amplifier, entre les partisans d'une Europe européenne et ceux qui construisent une zone euro-américaine. De même, il n'y a pas de synthèse possible entre ceux qui s'allient avec la droite et ceux qui refusent une telle alliance, il n'y a pas de synthèse possible entre ceux qui ont tiré les leçons de la gauche plurielle et ceux qui sont prêts à la recommencer.

Je ne peux donc me retrouver aux côtés de personnes dont l'action envoie un message différent.

Un débat s'est engagé autour de l'appel qui m'éclaire et m'incite à penser qu'effectivement, il s'agissait bien de marginaliser le projet de la LCR qui constitue à mes yeux la seule initiative qui sorte vraiment des tranchées dans lesquelles toutes les autres composantes du « non » de gauche se terrent tout en lançant des appels unitaires sans lendemain.

Je ne veux pas faire d'éclat. *Politis* est un journal auquel je suis très attaché et je me flatte de votre amitié. Je ne dirai pas que ma confiance a été abusée. Je dirai que je n'ai pas posé les questions qui s'imposaient avant de donner ma signature.

Mais maintenant, en pleine connaissance de cause, je vous demande de la retirer.

Bien amicalement,

Raoul